Les anarchistes veulent instaurer un milieu social assurant à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

N° 152
Jan-Fév2024

le libertaire

revue de synthèse anarchiste

Créé par Joseph Déjacque en 1858 aux U.S.A. (En Français), repris par Sébastien Faure en 1895.
Actuellement publié par le groupe Jules Durand et des individuels anarchistes.

L'anarchisme contre les mensonges

On a donné diverses définitions de l'anarchisme. En voici une qui semble être précise : Un anarchiste est un homme ou une femme qui n'accepte d'autres motifs d'action que ceux qu'il/elle a reconnus justes après examen.

Un tel individu est donc contre tout ce qui commande, impose, asservit. Il est contre la domination (autorité étatique…) sous toutes ses formes. Il veut déterminer lui-même ses actes et pouvoir les accomplir en toute liberté sans nuire aux autres.

Il ne reconnaît à personne le droit de lui imposer quoi que ce soit.

On a donné diverses définitions de l'anarchisme. En voici une qui semble être précise : Un anarchiste est un homme ou une femme qui n'accepte d'autres motifs d'action que ceux qu'il/elle a reconnus justes après examen.

Un tel individu est donc contre tout ce qui commande, impose, asservit. Il est contre la domination (autorité étatique…) sous toutes ses formes. Il veut déterminer lui-même ses actes et pouvoir les accomplir en toute liberté sans nuire aux autres.

Il ne reconnaît à personne le droit de lui imposer quoi que ce soit.

Mensonge, le droit héréditaire. L'anarchiste a plongé dans l'histoire son esprit curieux et critique. Il a constaté les vices et les tares de ceux qui se prétendent supérieurs mais qui n'ont fait qu'hériter les richesses de leurs parents et autres ascendants. Ils se sont donné la peine de naître et rien de plus, disait Beaumarchais. Hier l'esclavage permettait l'acquisition de fortunes pour des gens peu scrupuleux. Aujourd'hui, le capitalisme profite à une petite minorité sans éthique et l'esclavage salarié condamne les travailleurs à vivoter. Et les richesses non partagées se transmettent par filiation ou cooptation.

Mensonge, le droit des majorités. L'anarchiste a constaté que la vérité avait été de tous temps l'apanage d'une minorité, de penseurs, et qu'il n'y avait aucune raison pour que l'opinion majoritaire opprimât la pensée de la minorité sans aucune preuve que cette opinion fût la bonne et même souvent avec beaucoup de preuves qu'elle ne l'était pas. Prenons l'exemple du gouvernement Macron, c'est le règne de la sondocratie. Il gouverne ainsi : 70% des gens sont favorables à une loi sur l'immigration, allons-y ! Les sondages disent que Gabriel Attal est populaire, qu'on le nomme Premier ministre. Et c'est valable pour de nombreux thèmes et sujets.

L'anarchiste revendique d'être heureux, c'est-à-dire qu'il puisse satisfaire ses besoins (raisonnables bien entendu) sans être exploité ni exploiter autrui. Il aime les arts : musique, lecture, peinture…

Les anarchistes revendiquent le capital accumulé par les générations précédentes ; celui-ci doit revenir à tous. toutes et chacun(e) doit pouvoir s'en servir selon ses forces et besoins.

L'anarchiste lutte contre le réchauffement climatique et propose des alternatives et une mobilisation pour ce faire. Les catastrophes naturelles ont causé des dégâts pour un coût de 228 milliards d'euros en 2023. Somme à laquelle il faudrait ajouter les 230 milliards de l'an passé. Sans compter les précédentes années: précipitations, inondations et crues, typhons et tempêtes, incendies de forêts… sans compter les dommages consécutifs aux sécheresses : murs qui se fissurent pour les maisons, baisse de rendement de l'agriculture…dégâts auxquels il faudrait aussi ajouter ceux dus à la tectonique des plaques : tremblements de terre, raz de marée…Les tremblements de terre en Syrie et en Turquie font été de 58 000 morts. On pourrait compléter par ceux du Maroc…Ne vaudrait-il pas mieux traiter le problème du dérèglement climatique à la racine en s'attaquant aux causes?

Une société étant composée d'individus, sera en définitive, ce que seront ces individus. Alors socialisme libertaire ou barbarie ?

La conception anarchiste est d'éduquer le plus grand nombre de personnes afin que celles-ci puissent se prendre en charge elles-mêmes, sans délégation de pouvoir, sans médiums: « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ». Par voie de conséquence, l'anarchiste ne vote pas, il agit directement (action directe) et dénonce les injustices.

Les plus fortunés (de l'argent qu'ils nous volent dans nos poches) recueillent le pouvoir des voix du peuple qu'ils méprisent au plus profond d'eux-mêmes. L'anarchiste, lui, ne méprise pas le peuple!

L'anarchiste pratique l'entraide et la solidarité, pas la charité.

Micka (GLJD)

Quel syndicalisme

La perte d'influence du syndicalisme alimente régulièrement les journaux où chacun, en fonction de ce qu'il souhaite démontrer, expose sa théorie.

Globalement, les syndicats doivent être responsables, modernes et s'adapter à l'air du temps ; finalement, ils doivent devenir un syndicalisme d'accompagnement si l'on en croit certains dirigeants. Le résultat est affligeant, à peine 8% de syndiqués en France. Principalement dans la Fonction publique et dans les grandes entreprises du privé.

Mais bizarrement, personne ou pas grand monde ne remet en question cette évolution qui est déjà bien réelle, car depuis l'origine du syndicalisme, quel changement ! Face à un patronat qui ne connaissait pas d'autres règles que l'exploitation la plus éhontée, le syndicalisme naissant ne pouvait que se battre pour être reconnu et améliorer la condition ouvrière. D'un syndicalisme révolutionnaire/anarcho-syndicalisme qui revendiquait la lutte des classes, on est passé progressivement à un syndicalisme « responsable ». Un syndicalisme coincé dans la gestion, avec le patronat, d'un certain nombre d'organismes publics. Il est bien évident dans ces conditions que l'idée même de lutte des classes est mise sous le boisseau au nom d'un prétendu modernisme pragmatique. Aujourd'hui, on nous explique que les patrons ne sont plus les exploiteurs de la misère du monde, mais des chefs d'entreprises qui se battent pour faire face à la mondialisation de l'économie. Quelle blague ! En quelque sorte, ils seraient devenus « sociaux ». Quelle contre-vérité ! Un patron ne réfléchira pas en terme de société, mais toujours par rapport au « fric » et à la meilleure manière d'en gagner encore plus. Dans le cas inverse, ce ne serait plus un patron. Par exemple, a-t-on déjà vu un patron réduire son train de vie pour éviter des licenciements ? Ou tout simplement accorder à ses salariés les mêmes augmentations de salaire que celles qu'il s'octroie si généreusement ? Face à de tels comportements nous avons des syndicats qui n'ont pas vu venir l'éclatement et la disparition de leurs bastions. Parallèlement nous avons assisté à une désertification syndicale dans les nouvelles zones industrielles ou les centres commerciaux par exemple. Dans ces lieux, les patrons sont rois et les discours syndicaux à cent lieues du vécu quotidien des salariés.

Et puis comment faire confiance à un syndicalisme capable de se retrouver coude à coude avec le patronat, comme par exemple lors d'OPA où les salariés n'ont que l'éventualité de perdre leur emploi. Et on nous parle maintenant de plans de sauvegarde de l'emploi ! C'est-à-dire qu'on va garder des emplois mais en supprimer bon nombre selon les cas. C'est dans l'air du temps de trouver des intérêts communs aux salariés et aux capitalistes. Quelle fumisterie ! Dans ces conditions, pourquoi se syndiquer et avoir des syndicats, si au bout du compte ce sont les licenciements qui l'emportent.

En octobre 1997, nous avions constaté que patrons du groupe Casino, salariés et organisations syndicales défilaient ensemble, à Saint-Etienne, pour s'opposer à l'OPA lancée par Promodès, capitaliste normand, et appuyer celle lancée par Rallye qui avait été racheté par Casino en 1991. Le président du directoire de Casino, Christian Couvreux, paradait en tête du cortège entouré d'une vingtaine de cadres du groupe. Bel exemple de concorde.

Ce qui n'empêcha nullement qu'en décembre 2023, 313 supermarchés et hypermarchés Casino allaient être rachetés par Auchan et Intermarché.

Souvent, il ressort que les syndicats par leur présence, leur activité, contribuent à leurrer les travailleurs. Ils rejoignent au final, les rangs de ceux qui, à longueur d'antenne, veulent nous faire croire que nous sommes sur le même bateau, voire la même galère. Mais nous connaissons fort bien ceux qui rament pour les autres. Les rachats d'usines, de grandes surfaces…pour les patrons, il ne s'agit en aucun cas de défendre l'emploi, mais bel et bien, de faire en sorte que les salariés se trouvent impliqués au milieu d'une bagarre de requins qui souhaitent faire encore davantage de profits en se regroupant, en rachetant à bas coût tout en supprimant des milliers d'emplois.

Aujourd'hui face à la concurrence des ventes en ligne et à l'inflation, les magasins d'habillement accusent une baisse continue de leurs ventes et souffrent de la flambée des loyers. Les fermetures de boutiques et les plans sociaux se multiplient à bas bruit: des milliers d'emplois ont été supprimés depuis la fin de l'année 2022 et bien d'autres sont menacés. Depuis longtemps, les syndicats dans ce secteur n'existent qu'à la marge, uniquement lors des élections professionnelles et encore.

Ce sont les syndicats qui trompent les travailleurs et contribuent à la défection syndicale car à quoi cela peut-il servir d'être syndiqué si nous sommes tous sur le même bateau. D'autre part, comment réagira le manifestant qui, ayant cru défendre l'emploi, recevra sa lettre de licenciement, lorsque les capitalistes se seront mis d'accord après une OPA? La défense de l'emploi passe par la lutte contre le capitalisme, il ne peut rien avoir de commun entre les exploités et les exploiteurs.

Il serait temps que les syndicats reviennent à un discours plus proche de la réalité des travailleurs. Malheureusement, on peut en douter ! Dans ces conditions, un jour ou l'autre, une forme d'organisation des travailleurs refusant tous les compromis avec les patrons, avec le pouvoir, apparaîtra et à ce moment-là, la condition ouvrière, de nouveau, ira en s'améliorant.

A.A.

Le patronat demande des immigrés

Si le gouvernement Macron creuse le lit de l'extrême-droite en utilisant la stratégie du bouc émissaire faisant des immigrés les responsables de toutes les crises pourtant générées par le système capitaliste, s'il favorise les discours xénophobes en utilisant la dernière loi immigration en calquant sa rhétorique sur la droite extrême, il utilise surtout la division pour se maintenir au pouvoir. Macron rejoue la partition initiée par Mitterrand en son temps désirant faire exploser la droite, ce qui est en passe de se réaliser aujourd'hui. Il suffisait d'être patient.

Ce qui est terrible, c'est ce racisme et la peur de l'étranger qui gangrènent la société avec des propos immondes assumés et qui n'auraient pu se tenir il y a seulement vingt ans.

Pour autant, nous ne pensons pas que l'extrême-droite, aux portes du pouvoir aujourd'hui, puisse y accéder à court terme.

A cela, il y a deux raisons. D'une part, les travailleurs et leurs organisations ne représentent aucun danger révolutionnaire immédiat pour le patronat, et ce dernier a besoin d'une main d'œuvre immigrée de plus en plus abondante. Et ce n'est pas propre à la France.

La France serait bien dans l'embarras si tous les médecins étrangers devaient quitter le territoire national. Mais le milieu hospitalier n'est pas le seul à requérir de la main d'œuvre immigrée. Les services à la personne, le BTP et la restauration sont des secteurs où les métiers sont en tension. Pour l'agriculture, les saisonniers sont de même indispensables : vendange, différentes cueillettes… Le patronat productiviste a besoin de s'étendre et accroître ses profits. Il patronat est donc à la peine pour recruter dans plusieurs secteurs et il a toujours eu besoin d'une main d'œuvre étrangère pour faire baisser le coût du travail des travailleurs en général. Par ailleurs, il faut bien redire que les migrants et les réfugiés ne prennent pas le travail des Français, ils participent à la vie économique en

consommant. Souvent ils travaillent dans des conditions déplorables dans certaines branches professionnelles car sans papier, ils n'osent se plaindre.

Avec le Brexit et les difficultés économiques de la Grande-Bretagne, les Français ne sont pas enclins à quitter l'Europe et il a bien fallu que Marine Le Pen retourne sa veste sur le sujet, laissant à Florian Philippot, le rôle de brexiter.

Les pays européens sont dans la même configuration, celle d'une demande de main d'œuvre étrangère, dans le cadre d'une immigration choisie. Les demandes sont différentes selon les besoins des différents pays de l'Union mais la dynamique est la même. Tous les dirigeants européens veulent réarmer la natalité.

L'exemple le plus percutant est celui de l'Italie. Salvini continue à dénoncer la submersion migratoire mais Meloni, la Présidente du Conseil italien, issue des rangs de l'extrême droite, joue une partition bien étrange. Elle désire allier le contrôle des migrations « irrégulières » et une aide aux pays africains. Contrairement à la politique qu'elle menait alors qu'elle était dans l'opposition, Meloni n'accuse plus l'Union européenne d'être responsable des vagues de migrants. Elle sait que le patronat italien a un besoin crucial de main d'œuvre notamment dans les secteurs du tourisme et de l'agriculture. Giorgia Meloni fait maintenant la promotion de l'immigration légale.

Les Polonais dont la croissance économique est florissante ont un besoin important de travailleurs dans l'agriculture et le bâtiment. La main d'œuvre d'origine asiatique est sollicitée : Indiens, Philippins etc., Sans compter les voisins ukrainiens qui ont fui la guerre. Là encore, le nationalisme s'accommode des besoins du patronat.

Même Orban répond à la demande patronale. Ainsi des dizaines de milliers d'immigrés ont été autorisés à entrer en Hongrie. Le plein emploi nécessite des « travailleurs invités », notamment des Philippins. Orban envisage de faire venir 500 000 étrangers…

Les Suédois et les Danois axent leur demande sur les travailleurs très qualifiés. Le patronat de ces contrées s'inquiète du retard pris par rapport à d'autres pays et demandent des travailleurs qualifiés mais aussi d'autres salariés qui le sont moins.

Les Anglais qui ont voté pour qu'il y ait moins d'étrangers en Grande-Bretagne font face à une immigration record. Près de 20% des personnels de santé ne sont pas citoyens britanniques par exemple.

Les Belges ne sont pas en reste surtout en pays flamand. Les patrons sont à la peine pour recruter dans les secteurs de la logistique, du numérique et de la construction.

Les Allemands estiment que pour faire face aux millions de travailleurs qui partiront en retraite d'ici une quinzaine d'années, il faudra 400 000 immigrés par an pour combler les départs et continuer à faire tourner l'économie. Les services de santé et d'éducation ainsi que la métallurgie et l'informatique sont en demande. Mais là, le gouvernement allemand va privilégier des demandeurs non-musulmans : Indiens, Canadiens et Brésiliens.

On le voit, le patronat demande et les gouvernements s'exécutent.

Pour ces raisons, le patronat n'a aucun intérêt à ce que des mouvements d'extrême droite tuent la poule aux œufs d'or.

Le pendant de ces demandes de personnel très qualifié, c'est que cela impacte le développement des pays dits émergents. L'Europe compte ponctionner les forces vives de pays qui ont pourtant besoin de travailleurs qualifiés d'autant que les pays d'origine ont souvent payé la formation de ces personnes. Mais les problèmes éthiques, pour les dirigeants, c'est du toc.

En France, on s'aperçoit que Marine Le Pen a été plutôt épargnée par Macron car c'est sa meilleure ennemie. Il laissera le soin à Edouard Philippe en 2027 de s'occuper de l'extrême droite en l'attaquant sur ses relations troubles avec la Russie, sur ses revirements économiques et sociaux… son programme erratique. L'assassinat de Navalny par Poutine aujourd'hui oblige les dirigeants du RN à de sérieux numéros d'acrobates et d'équilibristes. Certes le R.N. entend capitaliser sur l'insécurité, le déclassement social, la smicardisation des travailleurs, les migrants etc. mais si il pense que le système va s'écrouler pour lui tomber dans les bras, c'est qu'il manque d'analyse. La liste de Bardella caracolera en tête lors des prochaines européennes et Marine Le Pen sera de même en tête lors de la prochaine présidentielle mais il ne suffit pas d'engranger des ralliements de technocrates comme l'ancien patron de Frontex aujourd'hui pour accéder au pouvoir. Cela étant dit, l'extrême droite doit être combattue sur tous les terrains notamment celui de classe. Les anarchistes ont une boîte à outils bien remplie pour cette mission.

Ti Wi (GLJD)

Le libertaire accuse

Le libertaire accuse le gouvernement Macron de faire le lit de l'extrême-droite en utilisant la stratégie du bouc émissaire faisant des immigrés les responsables de toutes les crises pourtant générées par le système capitaliste.
Le libertaire accuse le gouvernement Macron de favoriser les discours xénophobes en utilisant la dernière loi immigration en calquant sa rhétorique sur la droite extrême.
Le libertaire accuse le gouvernement de s'attaquer aux acquis des travailleurs avec la récente réforme des retraites portant l'âge légal à 64 ans.

Le libertaire accuse le suffrage universel, vaste duperie inventée à l'effet de donner au peuple l'illusion d'être souverain.

Le libertaire accuse Gabriel Attal de vouloir supprimer l'Allocation spécifique de solidarité (ASS), annoncée au détour de son discours de politique général ce qui se traduira par une véritable punition pour les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans.

Le libertaire accuse les politiciens d'abus de confiance envers les électeurs puisqu'ils sont incapables de résoudre les problèmes cruciaux une fois élus.

Le libertaire accuse le gouvernement d'avoir porté, pour l'année 2024, le budget de la Défense à 47,2 milliards d'euros (hors pension), soit 3,3 milliards d'euros de plus que l'année précédente alors que les services publics s'effondrent.
Le libertaire accuse la vente d'armement qui sert à des massacres voire à des génocides.
Le libertaire accuse le gouvernement de cautionner ces atrocités en observant un silence complice et de fermer les yeux, à cause d'intérêts économiques colossaux.

Le libertaire accuse le gouvernement d'être un gouvernement de millionnaires. Neuf ministres entrent même dans la sphère des 1 % les plus riches de France avec plus de 2,2 millions d'euros de patrimoine.

Le libertaire accuse les dirigeants actuels et ceux d'hier, particulièrement les socialistes et ceux de droite, d'avoir réduit au désespoir une grande partie de la jeunesse et des travailleurs smicardisés.

Le libertaire accuse les religions et les sectes de manipuler les cerveaux faibles et les êtres désemparés devant une société égoïste, privée d'idéal. Les abus de faiblesse se traduisent souvent par des violences sexuelles et la spoliation financière.

Le libertaire accuse l'église catholique d'avoir couvert pendant des décennies pour ne pas dire des siècles les actes pédophiles de bon nombre de prêtres et prélats.
Le libertaire accuse le pape et ses dignitaires de posséder des biens inestimables et de prêcher la pauvreté et la résignation aux parias évangélisés.
Le libertaire accuse les rétrogrades musulmans d'être contre les droits des femmes, les minorités religieuses et l'apostasie.
Le libertaire accuse l'Islam d'infliger des peines de prison pour propos blasphématoires, sa version fanatisée faisant taire toute critique par la terreur.
Le libertaire accuse toutes les religions d'anathémiser la contraception et l'avortement tout en n'excommuniant pas les fabricants et les marchands d'armes destinés à tuer et à nous anéantir.

Le libertaire accuse l'Etat de toujours réprimer davantage les mouvements sociaux et écologistes.
Le libertaire accuse la faiblesse des moyens mis en œuvre pour lutter contre le dérèglement climatique.

Le libertaire accuse tous ceux qui sèment la division en jouant sur le racisme et l'antisémitisme.

Le libertaire accuse les vautours de la finance aidés des politiques d'être les fauteurs d'inégalités, de chômage, de misère et guerres directes ou par procuration.

Le libertaire accuse le système de prédation sexuelle de cinéastes et acteurs tout-puissants à l'encontre d'actrices sous emprise. Nous pourrions ajouter certains journalistes, hommes politiques etc.

Le libertaire accuse la mort au travail avec ses milliers d'accidents du travail dus à la course aux profits : utilisation de sous-traitants souvent sans papier, non-respect des règles de sécurité car il faut aller vite etc.

Le libertaire accuse le ministère de l'Education Nationale de cautionner de fait le séparatisme scolaire et la ségrégation des élèves due aux ghettos scolaires en fonction des habitats face à des établissements huppés et élitistes ce qui induit une logique de reproduction sociale impitoyable.
Le libertaire accuse l'agroindustrie de discréditer les mesures écologiques de bon sens.
Le libertaire accuse les institutions étatiques de ne pas faire suffisamment pour diminuer les féminicides et les tentatives de féminicides non-suffisamment prises en compte.

Goulago (GLJD)

Du côté des dockers du Havre : février 2024

Franciscopolis, Le Havre Marat, Le Havre de Grâce, trois noms pour la Porte Océane. De plus en plus, la Ville du Havre sert de décor pour films. En ce qui concerne « De Grâce », Arte nous résume cette série TV qui se laisse regarder, même si un travail plus approfondi aurait donné un peu plus d'épaisseur à cette fiction : « Dans le milieu des dockers du Havre, une famille se déchire sur fond de trafic de drogue et de secrets enfouis. Thriller captivant, la série « De grâce », portée par des personnages tragiques et une mise en scène majestueuse, nous offre une tragédie qui dépasse l'intrigue policière. Avec Olivier Gourmet, Margot Bancilhon, Panayotis Pascot… » Et avec l'incontournable Pierre Lottin, jouant parfaitement la tête à claques et le vilain petit canard.

Pierre Leprieur (Olivier Gourmet) est une figure respectée du syndicat des dockers du Havre (4000 adhérents ce jour). Mais le soir de ses 60 ans, ses deux fils se retrouvent impliqués dans un trafic de cocaïne et mis en garde à vue. Sa fille, avocate pénaliste, va défendre ses frères qui clament leur innocence. Margot Bancilhon joue à la perfection et on sent tout l'amour d'une fille admirative de son père.

Le casting est solide, la voix Off de Pierrot (Pierre Leprieur) sublime le texte de la série « De grâce » : « Nous les dockers, on a toujours lutté pour faire entendre que cet endroit ne serait rien sans les hommes qui y bossent. Son cœur, ses muscles et son âme, ce sont les docks. Mais l'époque n'est plus la même. Les anciens avaient érigé une digue, un code d'honneur. Le trafic est un engrenage infernal. Marcel (le père de la femme de Pierrot) a vu avant les autres que la digue allait céder. Que les dockers sont des hommes et que, face à l'argent, les hommes vacillent. ». Du grandiose où on est happé d'emblée par l'atmosphère de cette intrigue familiale mais on s'attendait à mieux sur l'ambiance du port du Havre.

Evidemment, le trafic de drogue dont il est question dans la série fait écho au meurtre d'Allan Affagard, au Havre. Mais nous pourrions ajouter que les trafiquants de drogue essaient de gangréner tous les ports français du plus petit au plus grand, et donc pas seulement Le Havre. Qu'il en est de même, en pire, dans les autres ports européens.

Certes les scènes n'ont été tournées sur le port de la Porte Océane puisqu'il s'agit en l'occurrence des docks d'Anvers, en Belgique. Le port du Havre, ses carabots et ses millions de conteneurs dans lesquels transitent des marchandises du monde entier sont vus de loin via les docks du port belge, et c'est dommage.

Par ailleurs la série aurait mérité une connaissance plus approfondie du vocabulaire spécifique des dockers havrais. Un glossaire de l'argot portuaire est donné dans l'excellent livre de Daniel Hamel et Philippe Merrant. Nous aurions entendu parler de la bougette, la brème, la bordanche, un flacu, le Pain d'dix, prendre un tic-tac, faire une voltige etc.

La série aurait pu reprendre la figure de l'anarchiste havrais Jules Durand accusé à tort en 1910 et condamné à avoir la tête tranchée à Rouen. Au moins un portrait dans le local syndical.

S'instruire du passé anarcho-syndicaliste du syndicat des dockers aurait permis de comprendre l'état d'esprit actuel de cette corporation qui accepte une discipline librement consentie. Indépendance syndicale vis-à-vis de tout parti politique, pacifisme…sans oublier que les anciens étaient des libres-penseurs. Et que le secrétaire général CGT est entouré d'une commission syndicale…

On reste donc sur sa faim du fait qu'une place plus importante aurait pu être donnée au milieu portuaire havrais sur le plan humain… Mais bon, la série se laisse regarder comme toute bonne fiction.

Réforme des retraites pour les dockers et portuaires du Havre

Les carabots sont dans l'action pour cette semaine du 5 au 9 février 2024 mais ils pourraient durcir le mouvement si l'Etat ne les entend pas.

La mobilisation se fait crescendo : un arrêt de travail de quatre heures a eu lieu lundi 5 février 2024, puis à l'appel national de la Fédération des ports et docks, une grève de 24 heures mercredi 7 février. Les dockers et portuaires ont bloqué tous les accès aux terminaux le matin. D'immenses panaches de fumée ont voilé le ciel havrais. Des pneus ont brûlé et noirci l'atmosphère. Et la Fédé vient d'annoncer trois nouvelles journées de grève d'ici à la fin février.

En réalité, les travailleurs dockers et portuaires n'ont jamais cessé leur combat, engagé en 2023, contre la réforme des retraites. Déjà contre la réforme des retraites pour aller à 62 ans, c'était négatif, alors c'est évident que le passage à 64 ans passe encore plus mal.

Les dockers ont choisi de bloquer tous les terminaux : le terminal de l'Europe, l'Atlantique, Les Amérique, le terminal roulier de Bougainville, le multivrac ou encore le multimodal mais aussi à la porte François 1er qui mène à Port 2000 et à la CIM. Il ne faut pas oublier que 5000 camions passent tous les jours sur le port du Havre, c'est dire le poids économique du port.

Le syndicat des dockers s'exprime par la voix de son se-

crétaire général : « C'est une réforme injuste et injustifiée. Nous, dockers, avons une espérance de vie inférieure de huit ans à celle des autres travailleurs. […] L'amiante, les lombalgies, la surdité et plus de cancers… Voilà la pénibilité et les conséquences de notre métier, sans oublier les appels sur les jours de repos parce que des bateaux arrivent.»

Le syndicat compte aujourd'hui 4 000 adhérents dont 2 800 dockers actifs. Depuis 2023, les heures supplémentaires et shifts exceptionnels sont supprimés.

De leur côté, les travailleurs portuaires d'Haropa ont signalé leur mouvement avec plusieurs grands feux de pneus et se sont rassemblés devant le centre administratif d'Haropa Port au Havre.

Ils réclament aussi, à juste titre, un départ à la retraite à 55 ans. La Fédération des ports et docks réclame aussi, par cette mobilisation, une somme de 10 milliards d'euros dans le développement des ports. Le responsable syndical des portuaires du Havre indique : « Alors que l'Europe investit massivement dans les ports du range nord ou en Espagne, il n'y aura pas un centime pour la France. Le canal Seine-Nord risque de détourner le trafic parisien vers les ports du Nord ».

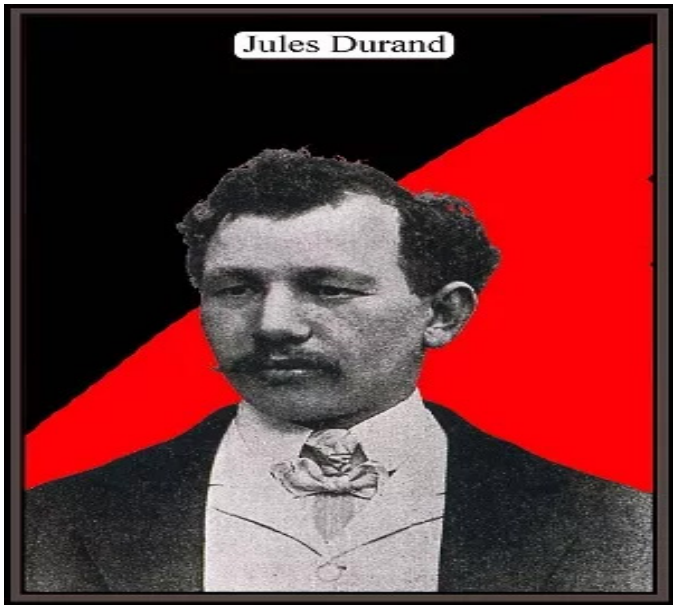
« Si on n'a pas de réponse, on continue la lutte et on est déterminés », assurent les syndicalistes. Jusqu'au blocage des ports de France s'il le faut? La balle est dans le camp du gouvernement. Sans réponse de sa part, il y aura en effet une montée en puissance de la lutte, préviennent les dockers.

Malgré un trafic global en baisse, Haropa port a augmenté son chiffre d'affaires de presque 10 %. De l'argent, il y en a. Il suffit de trouver un accord pour les retraites.

Un point d'histoire

Dans sa réponse à Gaston Leval, Albert Camus écrivit en 1952: « Nous devons alors trouver en nous-mêmes, au cœur de notre expérience, c'est-à-dire à l'intérieur de la pensée révoltée, les valeurs dont nous avons besoin. Si nous ne les trouvons pas, le monde croulera, et ce n'est peut-être que justice, mais nous nous serons écroulés avant lui, et ce sera infamie.[…] Bakounine, cet infatigable révolutionnaire savait lui-même que la vraie réflexion va sans cesse de l'avant et qu'elle meurt à s'arrêter, fût-ce dans un fauteuil, une tour ou une chapelle. Il savait que nous ne devons jamais garder que le meilleur de ceux qui nous ont précédés. Le plus grand hommage, en effet, que nous puissions leur rendre consiste à les continuer et non à les consacrer : c'est par la déification de Marx que le marxisme a péri. La pensée libertaire, à mon sens, ne court pas ce risque ».

Goulago (GLJD)



Pour la semaine de 30 heures

Alors que des millions de travailleurs et de jeunes se trouvent dans l'impossibilité d'accéder au travail ou sont contraints de travailler à temps partiel, avec des ressources financières insuffisantes pour vivre dans des conditions décentes, il existe des entreprises qui obligent des millions de travailleurs à travailler jusqu'au burn out, avec à la clef, suicides et accidents du travail.

En attendant la Révolution qui demeure notre objectif, nous voulons à court terme une nouvelle manière d'organiser le travail et donc d'organiser notre vie, qui met comme élément central le fait que « nous travaillons pour vivre et nous ne vivons pas pour travailler ». Pour cette raison, nous considérons que la réduction de la journée de travail à 30 heures par semaine est nécessaire et possible. Compte tenu des marges et dividendes des grandes entreprises, il est tout à fait possible d'appliquer cette mesure sans perte de salaire pour les travailleurs.

Les prix de l'alimentaire continuent de monter, les prix de l'énergie grimpent en flèche, le prix des mutuelles augmentent de même etc. Sans compter que le gouvernement Macron s'en prend aux chômeurs et aux plus pauvres. Donc pas question de diminuer nos salaires ni les indemnités chômage.

Nous souhaitons en même temps, l'amélioration de la qualité de la vie, la redistribution des richesses, le partage du temps de travail, la réduction des inégalités de genre, la lutte contre le réchauffement climatique etc.

Un débat pour savoir si le type de réduction du temps de travail de 4 jours/28 heures ou 30 heures par semaine réparties selon les contraintes familiales ou autres des travailleurs est une revendication que nous considérons comme la plus appropriée.

Ainsi, les travailleurs doivent mettre au centre des débats de la classe ouvrière la réduction de la journée de travail sans réduction de salaire à chaque négociation, manifestation ou grève. Il nous faut accentuer la pression sur le patronat et l'Etat afin que tout cela fasse partie de nos réalités le plus tôt possible.

La réduction du temps de travail doit jouer un rôle important dans la création d'emplois à moyen et long terme, répondant ainsi à notre principe selon le « travailler moins pour travailler tous ». Et on pourrait ajouter autrement et pour un travail d'utilité sociale.

L'emploi ainsi généré devra être permanent et de qualité, accompagné d'autres mesures visant à éradiquer la précarité.

La réduction du temps de travail s'accompagnera d'un système d'horaires plus rationnel permettant une augmentation du temps libre.

La revendication d'une réduction du temps de travail reprend et priorise une revendication historique du mouvement ouvrier. La CGT-SR ainsi que l'Union des Syndicats du Havre (autonome) revendiquaient déjà la semaine de 32 heures dans l'entre-deux guerres.

D'un point de vue féministe et sur le plan de la santé, cette mesure serait importante pour la coresponsabilité dans les soins et l'éradication du machisme de nos vies.

Réduire le temps de travail nous aiderait à faire face aux futurs scénarios de décroissance, allégeant ainsi notre pression sur la planète.

Cette revendication n'a de sens que sans baisse des salaires, sans quoi on aggraverait encore davantage les pratiques d'exploitation en faisant le jeu de l'extrême-droite.

Ty Wi (GLJD)

Honneur anarchiste

Je prie mes éventuels lecteurs de ne pas m'en savoir gré, mais, c'est plus fort que moi, quand j'entends un homme politique parler de son honneur, je ne peux m'empêcher de sourire. Que ce soit à gauche, Cahuzac, qui affirma droit dans les yeux qu'il n'avait commis aucune infraction ou à droite, Sarkozy, empêtré dans de multiples affaires.

C'est peut-être – mais ne vais pas trop loin ? – que j'ai toujours pensé qu'en politique on ne pouvait accéder au pouvoir et aux honneurs sans faire litière de son honneur et de sa dignité. Les honneurs (singulier pluriel !) que l'on accorde aux politiciens ont été généralement obtenus après tant de reptations et de reniements, de compromissions et de vilenies qu'il est rare que l'honneur puisse en sortir intact. Le plus souvent, les honneurs déshonorent ceux qui les reçoivent.
L'honneur bourgeois n'a rien à voir avec l'idée que le libertaire se fait du mot « honneur ». La définition qu'en donne Schopenhauer est celle-ci : « L'honneur est, objectivement, l'opinion qu'ont les autres de notre valeur, et, subjectivement, la crainte que nous inspire cette opinion. »
Quant à l'honneur de la fonction, voici ce qu'en dit le philosophe allemand : « Plus, dans l'Etat, la sphère d'action d'un homme est importante et étendue, plus le poste qu'il occupe est élevé et influent, et plus grande doit être aussi l'opinion que l'on a des qualités intellectuelles et morale qui l'en rendent digne. »
L'honneur dit Palante, « A pour refuge la conscience individuelle. Et il est dans cette conscience la petite fleur de noblesse qui rachète les bassesses et les lâchetés du troupeau. »
Tous les médiocres – à quelques classes sociales qu'ils appartiennent – s'accommodent de ce que j'appellerai un honneur de substitution : honneur national, conjugal, honneur de la caste, du corps, du nom, du parti etc.
Comment oseraient-ils parler d'honneur, ces vaniteux à l'affût de tous les titres et se prévalant de leurs décorations ? N'appelle-t-on pas Légion d'honneur une distinction dont il serait fastidieux d'énumérer les porteurs s'étant avéré de peu recommandables individus, voire de fieffés coquins ? Un petit clin d'œil à Gégé et à tant d'autres.
Comme le disait le Docteur Pierrot : « Les hommes les plus chatouilleux sur le point d'honneur sont les vaniteux qui ne sont pas suffisamment assurés de leur propre valeur morale. »
Aujourd'hui au moins un quart des eurodéputés sont impliqués dans des affaires ou dans des scandales… Vous avez dit « Honneur » ? A quatre mois des élections européennes de juin 2024, l'information fait tache. Déjà l'affaire du Qatar Gate en décembre 2022, avait ébranlé le Parlement européen. Honneur, toujours ? Le journal Le Monde révèle qu'un quart des 704 eurodéputés a été impliqué dans une affaire d'infraction à la loi…
Les anarchistes sont des militants du rang qui n'aspirent à aucun poste de pouvoir alors qu'ils gardent leurs décorations et autres prébendes, tous ces politiciens et hommes d'affaires. C'est notre honneur de ne pas faire partie de leurs coteries.

A.P. (le libertaire) et Ty Wi (GLJD)

Abstention aux Européennes de juin 2024

Elections : un sujet qui mérite la plus grande abstention

Les élections sont un domaine de la vie sociale auquel les anarchistes ont toujours accordé la plus grande…abstention.

Et ils ne sont pas les seuls. Les abstentionnistes sont désormais devenus le plus grand parti de France. Un parti qui au fur et à mesure des joutes électorales dépasse les 50%, non pas de l'ensemble des citoyens mais des seuls électeurs inscrits sur les listes électorales, ce qui laisse une belle marge de progression.

Mais peut-on honorer du nom de citoyen ceux qui s'abstiennent de se choisir des représentants. C'est ce que se demandent les adeptes convaincus du suffrage universel. L'individu serait-il à ce point évolué qu'il puisse prétendre à se passer de représentants éclairés ? Allons donc ! D'autant qu'il faudrait être bougrement présomptueux pour faire la fine bouche devant le choix qu'on lui propose, au citoyen. Des représentants de premier choix, on vous l'assure. Tous les électeurs des pays « démocratiques » n'ont pas la chance, comme le peuple français, d'être représentés par une telle élite.

La veille des élections, les médias lancent des appels pathétiques à la conscience civique du citoyen : « C'est le choix critique de l'électeur qui produit le personnel capable de faire résulter l'avenir plus de la volonté que du hasard. Ne pas faire usage de sa voix, c'est faire peu de cas de sa propre personne. Accepter, en somme, d'être compté pour rien. »

N'est-ce pas beau comme argument et si peu éculé.

Parler de choix critique de l'électeur alors qu'en réalité on lui impose une galerie de personnages désignés par des partis et dont il n'a pas eu à discuter la sélection préalable est déjà assez plaisant, non ? Le seul choix vraiment libre qui reste au citoyen est celui de participer ou non à la supercherie du suffrage universel. Et quand bien même le choix serait réellement libre, cela ne changerait rien au principe même de la délégation de pouvoir. Comme le dit Herbert Marcuse : « Le fait de pouvoir élire librement des maîtres ne supprime ni les maîtres ni les esclaves. » L'homme qui vote, loin de manifester son libre arbitre, l'aliène au contraire. La délégation de pouvoir est la reconnaissance implicite de la supériorité du mandataire sur le mandant. Sinon quelle serait l'utilité de se faire représenter ? Or, je vous le demande, quel homme pourrait-il avoir assez de dignité pour s'abaisser à s'estimer inférieur à la plupart des pantins qui nous gouvernent ?

Voyons…Un individu peut-il manger, dormir, s'instruire, se développer, aimer par délégation ? (Encore que, dans ce dernier cas, son consentement ne soit pas toujours requis !)

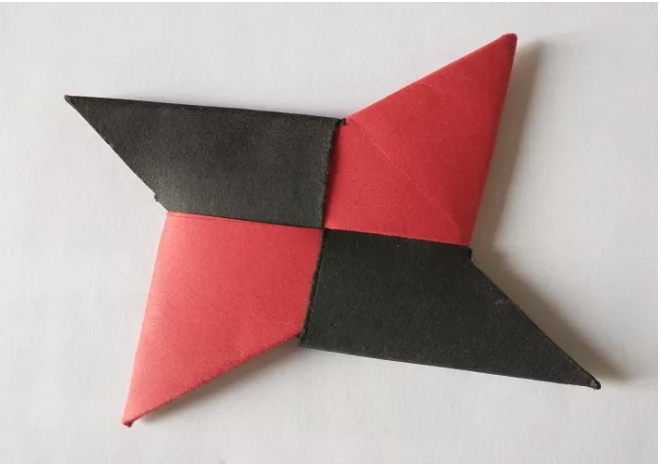
Et l'on voudrait que le citoyen se décharge sur autrui du soin de décider de toute question intéressant non seulement sa propre personne mais la collectivité tout entière !
Ce serait bien là, précisément, « Faire peu de cas de sa propre personne » et accepter « d'être compté pour rien. »
« Avec le système électoral », affirmait Louis Bertoni, « la grande masse des électeurs s'en rapporte uniquement pour cela à quelques élus. Il en résulte que celui qui vote le fait surtout avec l'idée plus ou moins consciente de s'abstenir ensuite de s'occuper de la chose publique. Il s'en décharge sur son élu. Le vote, plus qu'une participation à la vie publique, ne représente qu'un renoncement à s'y mêler. Chaque électeur pense qu'il vaut mieux qu'un autre le fasse pour lui. »

Au lieu de se désintéresser de la question sociale, les libertaires veulent au contraire s'y impliquer directement et totalement en participant eux-mêmes, librement, à la réalisation d'une société plus juste, plus harmonieuse et plus humaine.

Le véritable abstentionniste est donc bien l'électeur puisque, en s'en remettant à autrui du soin de régler l'organisation sociale, il s'abstient volontairement d'y participer activement.

A.P. (le libertaire)

PS : Tant qu'à la rengaine de dire que les abstentionnistes font le jeu du FN/R.N., cela fait 20 ans que les gens n'y croient plus. Ceux qui font le jeu de l'extrême-droite, ce sont ceux et celles qui soutiennent et participent à la politique antisociale de Macron.



Convergence des luttes avec les agriculteurs

Qu'on ne s'y trompe pas, les agriculteurs ne sont pas tous logés à la même enseigne et les intérêts des gros céréaliers par exemple ne sont pas ceux de l'éleveur d'ovins qui touche en moyenne 700 euros par mois, ce qui est insuffisant pour vivre.

Les petits agriculteurs ont bien raison de bipasser la FNSEA et la Coordination rurale car les dirigeants syndicaux qui essaient de récupérer le mouvement ne jouent pas dans le même camp.

Certains dirigeants syndicalistes à l'instar d'Arnaud Rousseau défendent une agriculture productiviste française pour nourrir les Français, mais consacre leurs productions majoritairement à l'exportation. Double discours et hypocrisie car sur les barrages et dans les médias, ils soutiennent les agriculteurs qui se plaignent de l'augmentation des taxes sur le gazole non routier (GNR), mais c'est la FNSEA qui a entériné cette hausse cet été, lors des négociations avec le gouvernement sur le projet de loi de finances. Ce sont les mêmes qui bénéficient de marges conséquentes quand ils vendent à l'étranger. D'où un numéro d'équilibriste : d'un côté il faut dénoncer les importations de poulets, bœufs, céréales…qui viennent de pays qui n'auraient pas les mêmes normes environnementales qu'en France ; de l'autre, les gros agriculteurs veulent continuer à faire du business et ont besoin du libre- échange.

Les gros céréaliers et éleveurs de fermes-usines sont par exemple les principaux bénéficiaires de la PAC (Politique Agricole Commune), quand les petits éleveurs sont les plus désavantagés et touchent la portion congrue des subventions européennes. Les petits agriculteurs n'ont donc pas les mêmes intérêts que les gros. Ces intérêts sont même antagonistes. Il ne faut surtout pas remettre en cause les marges des groupes agroalimentaires. Les petits agriculteurs qui s'endettent jusqu'au cou pour survivre sont malheureusement manipulés par les dirigeants de la FNSEA qui détournent la juste colère des petits agriculteurs par la politique du bouc émissaire. Et le R.N de s'engouffrer dans la brèche pour critiquer l'Europe et ses normes écologiques, s'alliant de même les bonnes grâces des chasseurs.

Arnaud Rousseau est davantage un faiseur d'affaires qu'un agriculteur : il est diplômé de l'European Business School de Paris et est passé un temps par le courtage de matières premières agricoles, c'est-à-dire leur mise en vente sur les marchés financiers. Cela n'a pas grand-chose à voir avec le fermier qui se lève aux aurores pour la traite des animaux ni avec celui qui courbe l'échine pour ramasser sa production dans les champs.

Une chose est sûre, tous les travailleurs et les petits agriculteurs ont les mêmes intérêts. Tout le monde doit avoir les moyens de bien vivre de son travail, de bien manger, tout en protégeant la santé de tous et notre planète. Nous avons tous intérêt à sauvegarder notre environnement et à lutter contre le dérèglement climatique.

Les agriculteurs se mobilisent pour dénoncer leur faible rémunération : ils ont raison et on est solidaires des petits agriculteurs, pas des gros céréaliers et autres spéculateurs. Les inégalités sont flagrantes dans l'agriculture avec 80% des aides récupérées par 20% des agriculteurs. La dérégulation du marché au niveau européen a favorisé la spéculation sur les matières premières et l'agrobusiness. Avec le Mercosur, le libre-échange accentuera le dumping social, poussant aux fermes-usines, bref au gigantisme et fera exploser les émissions de gaz à effet de serre liées à l'agriculture. Déjà l'agriculture française est responsable de 19% de ces émissions de GES.

Dans le même temps, les prix de l'alimentation explosent et de plus en plus de salariés ont des difficultés pour manger correctement et sainement. A cause de l'inflation, certes, mais aussi parce que les richesses vont essentiellement aux multinationales de l'agroalimentaire et à la grande distribution dont les marges atteignent des records. Voilà le modèle que la FNSEA ne veut pas remettre en cause car leurs dirigeants sont les premiers bénéficiaires de ce système bien rôdé. Tant que les petits agriculteurs seront dupes de leurs syndicats dits représentatifs, ils seront les dindons de la farce. Tant que les travailleurs des villes et des champs ne s'allieront pas contre les capitalistes, les changements s'effectueront à la marge et de manière corporatiste.

Par ailleurs, les petits agriculteurs devraient analyser les éléments de langage de l'Etat. Pour ne pas s'aliéner la FNSEA, pour que cette dernière canalise les mécontentements paysans, le gouvernement joue la montre et la négociation. Il ne s'attaque pas de manière frontale et musclée aux agriculteurs. Quand des travailleurs en grève bloquent les routes, ils prennent les gens en otage. Quand les paysans font la même chose, c'est parce qu'ils veulent vivre dignement de leur travail, ce que personne ne conteste. Quand des jeunes, des scientifiques passent à l'action directe pour sensibiliser la population sur le dérèglement climatique, le gouvernement les appelle les éco-terroristes et les font passer en jugement avec de lourdes peines à la clef. Quand les paysans font la même chose et peut-être à plus grande échelle, ils bénéficient d'un traitement de faveur médiatique et ne sont pas inquiétés jusqu'à présent. Qu'on réfléchisse bien à ce deux poids deux mesures.

Continuer à laisser crever les petits agriculteurs n'est pas une option, l'inaction écologique non plus !

Ti Wi (GLJD)

Gabriel Attal, le toutou de Macron

Certains avancent déjà que c'est la voix de son maître, Macron, d'autres soulèveront son jeune âge en indiquant que Macron est aussi un jeune président et que c'est loin d'être une garantie pour le pays. Les enseignants diront qu'ils se sentent comme la dernière roue du carrosse avec un ministre qui se défile après un court séjour au ministère de l'Education Nationale. Ceux qui prédisent que cette nomination à un poste clef est un tremplin pour la prochaine présidentielle en 2027 se trompent.

Nous avons une autre analyse. Nous pensons qu'il y a eu dès le départ un deal entre Macron et Edouard Philippe en juin 2020. Le Havrais démissionne du poste de Premier ministre le trois juillet 2020 afin de ne pas être trop essoré par la fonction en échange d'un soutien à Macron lors de la deuxième présidentielle. Le président actuel ne pouvant se représenter pour un troisième mandat, Edouard Philippe lui succèdera avec l'aval de l'actuel locataire de l'Elysée.

La place de Premier ministre sert de fusible et Gabriel Attal va subir de plein fouet la dérouillée annoncée pour les prochaines européennes de juin 2024. Le gouvernement n'a toujours pas la majorité à l'Assemblée Nationale et on voit mal les députés de l'opposition lui faciliter la tâche d'autant que Macron va vouloir continuer à réformer c'est-à-dire à ponctionner dans la poche des plus démunis pour redonner aux plus favorisés. La Macronie a de fait un slogan : « dur avec les pauvres, généreux avec les riches ». C'est aussi pour cela que le patronat soutient Macron et qu'il soutiendra Edouard Philippe. Ce sont les deux faces d'une même pièce.

Gabriel Attal a été encarté au Parti Socialiste. Les travailleurs qui ont déjà été bernés par ce parti social-libéral, se laisseront-ils attendrir et couillonner une nouvelle fois avec un des premiers soutiens de Macron ? Attal a été choisi par Macron car c'est un personnage politique plus « populaire » que les autres d'après les sondages. A un point au-dessus d'Edouard Philippe (40 % contre 39%). Après son passage comme Premier ministre, l'inversion se fera tout naturellement. En attendant, la jeunesse d'Attal ne fera pas beaucoup d'ombre au jeune Bardella du R.N. pour les européennes.

Le jeunisme français (Macron, Attal…) n'est pas plus une garantie que la gérontocratie de Biden ou Trump aux Etats-Unis. Attal ne reviendra ni sur la loi immigration ni sur le passage à 64 ans pour les retraites. Il continuera à augmenter les injustices sociales et en tant que pro-nucléaire, il favorisera cette énergie. Pas écolo pour un rond, sauf dans la cosmétique et le verbiage technocratique, il donnera la priorité au désendettement de la France et non à l'écologie. Les travailleurs n'ont rien à attendre de ce politicien qui n'aspire qu'au pouvoir et aux avantages qui vont avec.

Faute d'un rapport de force suffisant, la macronie a de beaux jours devant elle, le patronat aussi. Tant qu'à l'extrême-droite, elle continuera de jouer le rôle que tenait le Parti Communiste après- guerre. Parti des petites gens pour certains, repoussoir pour les autres.

Ty WI (GLJD)

L'insécurité économique et sociale favorise l'extrême-droite

L'extrême-droite européenne profite grandement du régime économique actuel basé sur le libre-échange mondialisé, l'automatisation (robotisation, numérique…), la libéralisation des capitaux et des flux financiers. Ce mantra économique s'est traduit par une défiance des travailleurs vis-à-vis du libéralisme et d'une peur de déclassement dû à une forte insécurité sociale et économique.

Cette insécurité, réelle et non fictive, a été vécue par les ouvriers au travers des nombreuses délocalisations (industries métallurgiques, pharmaceutiques…) provoquant une désindustrialisation croissante favorisant le capital tout en baissant la valeur travail.

Le Front National a su capter le mécontentement des classes ouvrières en faisant porter le chapeau de cette politique économique aux travailleurs « étrangers ». On se souvient du « Un million de chômeurs, c'est un million d'immigrés en trop ». Slogan simpliste mais percutant quand il n'est pas contré suffisamment. D'ailleurs le RN pourrait continuer aussi en affirmant : trois millions de chômeurs, c'est trois millions d'immigrés en trop. Mais les faits économiques contredisent ce postulat d'extrême-droite car le patronat est à la recherche de main d'œuvre. Il souhaiterait ouvrir les vannes de l'immigration notamment dans « les secteurs en tension » : restauration et hôtellerie, aide à domicile…

Donc le R.N. préfère tabler aujourd'hui sur l'insécurité qui serait due à une immigration massive et incontrôlée. D'où le « succès » LR-RN de la loi immigration qui serait

plébiscitée par 70% des Français. L'extrême-droite a donc réussi à faire valoir un clivage ethno-national et culturel en labourant ce thème depuis une trentaine d'années. Les immigrés sont ainsi rendus responsables de la crise économique subie par les travailleurs. Toute analyse économique sérieuse invaliderait cette affirmation mais le simplisme et le complotisme sont plus faciles à faire avaler que la réalité d'une mondialisation conçue en fonction des besoins du capital. D'où des multinationales qui délocalisent vers des pays au moins disant social par exemple.

Le PS qui a été au pouvoir et a tenu tous les leviers de pouvoirs de l'Etat n'a pas fait autrement que ce que fait Macron aujourd'hui. Il a privatisé à tour de bras sous Jospin par exemple et n'a jamais cherché à inverser la tendance en faveur du travail. Macron a trouvé aujourd'hui des boucs émissaires tout désignés : les chômeurs et les bénéficiaires du RSA ainsi que les immigrés. Pendant ce temps, il continue d'ubériser la société. Les conditions de travail dégradées des salariés passeront après. Et l'extrême-droite de se frotter les mains, car rien n'est fait pour les travailleurs et il ne lui reste plus qu'à engranger les mécontentements du camp du travail.

Puisque le gouvernement Macron ne souhaite pas changer sa politique, que pouvons-nous faire ? C'est la question qui taraude les libertaires mais pas qu'eux fort heureusement.

Nous avons toujours l'arme du boycott. Nous pouvons ainsi nous mobiliser contre les entreprises qui ne respectent ni les droits humains ni l'environnement. Nous pouvons encore nous bouger au sein des entreprises pour améliorer et changer nos conditions de travail, avec les syndicats ou sans, quand ils sont corrompus. La grève reste encore l'arme des travailleurs. Nous devons peser aussi sur la qualité des futurs emplois à créer dans le cadre de la transition écologique pour que l'on soit dans l'utilité sociale et dans la lutte contre le réchauffement climatique. Ce sont des actes de résistance qui permettent de stopper ceux d'en face qui ne pensent qu'aux profits immédiats ou à leurs petites combines politiciennes via les élections. Parallèlement nous devons mener la bataille culturelle, celle qui peut accompagner les changements de mentalités afin de partir de l'individu pour aller vers le collectif, toujours dans une démarche que tout doit partir de la base et non du sommet de la pyramide. Et puis de multiples alternatives voient le jour depuis le succès de la ZAD Notre-Dame-des Landes. La mise en pratique de nos rêves donne du concret et change notre rapport au monde. Ainsi notre énergie est mieux utilisée quand on s'auto-organise plutôt qu'en attendant le Grand Soir ou que tout vienne de politiciens qui ne pensent en réalité qu'à leur carrière et leur pouvoir. Les alternatives mises en place permettent d'avoir un impact immédiat et cela peut servir d'exemple et de catalyseur.

L'anarchisme se nourrit de rêves, d'idéal, d'empathie, de coopération, d'entraide, d'auto-organisation, d'autogestion et de solidarité. C'est ce tout qui nous fait vivre et participer à la grande aventure humaine de l'existence. Voilà pourquoi l'anarchisme est increvable.

Ty Wi (GLJD)

Le système mercantile

J'aime bien les petits commerçants de mon quartier ainsi que le marché où je fais mes courses deux fois par semaine. Sur le marché, j'achète des légumes du petit producteur du coin qui produit à 15 km du Havre. Sa production variée en fonction des saisons reste à un prix abordable et le circuit court, c'est quand même mieux que les légumes qui proviennent d'Espagne voire d'Argentine et d'Egypte (patate douce). J'entretiens des relations cordiales avec le boucher, le boulanger et le fruitier. Non vegan, j'ai cependant diminué ma consommation de viande par deux ; c'est ce qu'il faut faire paraît-il, entre autre, pour bien diminuer son empreinte carbone. Le caractère familier de certains commerces me séduit parce qu'il s'oppose au gigantisme, impersonnel et glacial des hypermarchés. Autre avantage du petit commerce : on n'y est pas accueilli, à l'entrée par des vigiles à l'air rébarbatif, ni espionné, ni surveillé comme dans les grandes surfaces. Certes, il faut du temps pour faire son marché et les petites boutiques. On fait la queue mais au final, on s'y retrouve financièrement et la qualité est meilleure. La viande d'un boucher abattant vient d'un circuit court, de même. Je ne fais pas l'apologie du système viandard mais de la qualité ce qui change de la viande qui vient de contrées lointaines. Si la viande est plus chère chez le boucher, le fait d'en manger moins mais de meilleure qualité nous permet de s'y retrouver sur le plan des coûts. Dans les grandes surfaces, nous assistons à un curieux paradoxe : c'est le voleur/ commerçant qui en vient à suspecter la probité du volé/client.

Mais il en est des commerçants comme de certains patrons ou propriétaires. Ils peuvent parfois se montrer agréables et volontiers fréquentables sur le plan humain, mais, sitôt installés dans leur rôle ou leur fonction, ils se trouvent obligatoirement en opposition avec clients, employés ou locataires. Le commerce étant essentiellement basé sur l'idée de profits et de concurrence, le commerçant – quelles que soient par ailleurs son honnêteté foncière et ses qualités morales – devient fatalement, dans l'exercice de son négoce, un égoïste, un profiteur, un fraudeur. De même que l'ouvrier est exploité par son employeur, le consommateur l'est aussi par le commer-

çant. Il ne peut y avoir entre eux que divergences d'intérêt, partant antagonisme. Comme Proudhon l'a dit de la propriété, le commerce, qu'on le veuille ou non, c'est le vol. Comme la propriété, il constitue l'un des principaux piliers du système capitaliste. Il revêt toujours un caractère frauduleux, puisqu'il suppose forcément une dupe : le client. « Il me fut toujours impossible de voir une différence entre l'ordinaire duperie et le commerce » dit Domela Nieuwenhuis dans « Le socialisme en danger ».

Aujourd'hui, les grandes surfaces et les distributeurs se font des marges importantes au détriment des agriculteurs et des consommateurs. Les échanges internationaux ont pris, de nos jours, une ampleur considérable. Les distances entre producteurs et consommateurs sont si importantes qu'une classe intermédiaire s'avère la plupart du temps nécessaire à la répartition des produits. Les coopératives ont été, naguère, un moyen d'harmoniser les échanges. Mais elles sont désormais complètement intégrées au marché capitaliste et ne remplissent plus le rôle qui fut le leur à l'origine. Seul un système d'autogestion distributive permettrait une solution satisfaisante des problèmes de production, distribution, consommation.

Bien que la compétition capitaliste tourne toujours à l'avantage du gros sur le petit, du puissant sur le faible, et que, par conséquent le petit commerçant soit immanquablement absorbé, élimé, écrasé par les gros monopoles, le boutiquier reste toujours un partisan et un soutien de la société capitaliste dont il est à la fois la caution et la victime. Bien que le petit commerce subisse de plein fouet les conséquences désastreuses d'une crise provoquée artificiellement par le pouvoir et la haute finance, il demeure le terreau fertile de la réaction bourgeoise. Le grand capital a beau étouffer et éliminer le petit commerce, ce n'est pas cela qui fera d'un boutiquier un ennemi du système capitaliste, moins encore un révolutionnaire. Nous avons rarement vu les petits commerçants manifester et combattre aux côtés de la classe ouvrière. Les épigones de Poujade, Nicoud et consorts ont donc encore de beaux jours devant eux. Toute ressemblance avec la crise de l'agriculture d'aujourd'hui ne serait que fortuite…

Pourtant si l'on prend des exemples historiques, les petits commerçants ont soutenu la grande grève de 110 jours de la métallurgie au Havre en 1922. Ils faisaient crédit aux grévistes et participaient souvent en donnant des produits à destination des soupes communistes, terme générique à l'époque et qui n'avait rien à voir avec le P.C.

S'il est vrai que le régime économique actuel favorise les intermédiaires inutiles et les parasites de tout poil, il n'en demeure pas moins qu'un service de distribution de proximité sera toujours indispensable. Le problème n'est donc pas de se demander si le détaillant doit ou non exister, mais de trouver une solution de s'affranchir de l'exploitation mercantile. Cette solution existe : l'économie distributive, à laquelle tout libertaire devrait se rallier.

A.P.

Crise climatique et criminalité

Bien que dire cela soit considéré comme un anathème, les actions sombres, perverses et criminelles des gouvernements, des banques et des industries des énergies fossiles face à la crise climatique ne sont pas seulement destructrices, antisociales et injustes. C'est également illégitime, pervers et corrompu. Les gouvernements et les entreprises, aveuglés par leur cupidité et leur ambition insatiable de pouvoir, cherchent à cacher la vérité enveloppée dans une rhétorique hypocrite déguisée en tromperies et en mensonges. La conséquence est que ces événements du passé masquent la réalité du présent concernant les véritables responsables de la catastrophe climatique, environnementale et sociale actuelle.

Le réchauffement climatique de la planète constitue la menace imminente la plus grave pour la survie de l'humanité et des écosystèmes. Ses forces dévastatrices sont déjà à l'œuvre et sont bien pires que nous l'imaginons. Cet enfer climatique signifie mort, maladies, famines, épidémies, guerres, migrations, incendies, ouragans, inondations, sécheresses, pénuries d'eau, vagues de chaleur, élévation du niveau de la mer, air de plus en plus irrespirable et destruction de l'environnement à une échelle aussi terrifiante et énorme qu'elle est inconnue. La vitesse à laquelle cela se produit dépasse toutes les prévisions: celles pour l'année 2050 se sont accélérées et nous commençons déjà à les expérimenter. Mais ce n'est pas seulement une histoire de crise et de chaos climatique, c'est aussi une histoire de pouvoir, d'avidité, de peur, de passivité et de privation de liberté.

Connaître les causes de la crise climatique

Les informations sur la crise climatique et ses effets devraient, sinon effrayer, du moins inquiéter la majorité des citoyens ordinaires de la planète. Mais la vérité est que seule une minorité semble préoccupée par cette question et que ni les gouvernements ni l'industrie mondiale n'en font partie. Si le changement climatique était véritablement une préoccupation internationale des gouvernements, pourquoi, malgré plus de 50 ans de prétendues négociations politiques et de sensibilisation, de recherche scientifique, n'a-t-il pas été possible d'arrêter le réchauffement climatique de la planète avant qu'il ne se soit mis en œuvre ? Quelles sont les causes et les erreurs persistantes qui ont conduit à une telle augmentation des horreurs et

de la dégradation climatique ? Telles sont les principales questions sur lesquelles cet article et les suivants visent à réfléchir, à chercher des réponses.

L'éducation capitaliste et ses médias offrent une vision fragmentaire des problèmes du monde qui empêche de les aborder dans leur contexte et leur complexité. La fragmentation de la réalité est, par essence, une confusion. Guidé par une conception fragmentaire du monde, la seule chose que les êtres humains peuvent réaliser par leurs actions est de se briser eux-mêmes et de briser le monde en morceaux. Combattre le capitalisme nécessite, entre autres, une analyse de la société, de ses relations de pouvoir, des instruments de communication sociale utilisés pour maintenir le système de domination actuel et des technologies qu'il développe. Sans connaître la réalité sociale, nous ne pourrons jamais vaincre notre ennemi et sa stratégie. Et la victoire ne peut être obtenue qu'en préparant les conditions sociales qui augmentent la capacité de mobilisation sociale et conduisent à la révolution. Car si la lutte se réduit à la tactique, les réformistes et ceux au pouvoir en profitent.

La crise climatique constitue un sujet d'actualité quasi permanent dans la plupart des médias. Une autre chose est son contenu, c'est-à-dire s'il reflète ou non les informations essentielles sur les causes et les effets du changement climatique, et quel est le degré de visibilité de l'actualité. Ce qui influence la perception des gens. En général, les informations proposées par les médias reflètent généralement les intérêts des entreprises et des gouvernements qui exercent le pouvoir. Pourquoi ont-ils tendance à accorder beaucoup plus d'attention et d'importance à ceux qui nient le réchauffement climatique et promeuvent l'inaction climatique ? Un exemple, la couverture du changement climatique par le New York Times depuis 1980 au cours des 40 dernières années : sur 600 articles, seulement 0,1 % des articles affirment que les gaz produits par la combustion de combustibles fossiles sont la principale cause du réchauffement climatique, et seulement 0,4 % disent que les effets du changement climatique sont permanents. Le New York Times autorise les entreprises de combustibles fossiles à rédiger du contenu payant sur le changement climatique pour le journal . Et ce journal n'est pas un cas isolé

Il est courant que les gens lisent, voient et entendent uniquement ce qu'ils veulent lire, voir ou entendre et méprisent tout le reste. Malheureusement, comme dans le film Don't Look Up sur la comète qui va entrer en collision avec la Terre, une majorité de gens ne veulent pas regarder ou connaître les causes de la crise climatique. Ce que vous voulez, c'est que les gouvernements s'accordent sur des solutions pour sauver le monde de la catastrophe climatique et du chaos, sans qu'ils aient à changer leurs modes de vie et leurs aspirations. Cette attitude passive et confortable (à laquelle n'est pas étrangère une bonne partie de l'environnementalisme et d'autres mouvements sociaux) est un suicide collectif car, comme nous l'expliquons en détail dans plusieurs articles, les gouvernements, loin d'empêcher le chaos climatique, le favorisent. Que vous soyez ou non un activiste climatique, arrêtez de lire un instant et réfléchissez à cette question : pourquoi l'industrie des énergies fossiles est-elle satisfaite de la politique climatique des gouvernements depuis si longtemps ?

Si nous voulons vraiment une planète habitable, au lieu d'abandonner et d'attendre que les autres agissent, nous pouvons faire un effort, faire face à la désorientation que nous ressentons, surmonter la peur, ne pas déléguer aux autres et assumer notre responsabilité, connaître et affronter l'ampleur de l'horreur que représente le réchauffement climatique. Car si nous ne le faisons pas, l'enfer climatique sur Terre est assuré. La première condition pour changer la réalité est de la connaître. Des informations détaillées nous aident à savoir d'où nous venons et où nous allons. Elles nous permettent de découvrir qui nous étions, qui nous sommes et – selon les objectifs de notre action collective – ce que nous pouvons être. Mais sans oublier qu'aucune connaissance, aucune analyse ne peut être complète, et qu'aucune stratégie politique n'est libératrice en soi. Cette compréhension contrecarre le fanatisme.

Suffit-il de connaître, de s'opposer et de résister ? Non. Nos actions doivent refléter la gravité du problème. La lutte contre le réchauffement climatique n'a aucun sens si elle ne s'inscrit pas dans la lutte frontale contre le modèle politique et économique et les valeurs de la société capitaliste qui l'ont généré. Depuis ses débuts, le capitalisme a détruit l'environnement naturel pour se développer et croître, obligeant les gens à s'adapter. Cette croissance entraîne des perturbations économiques et sociales comparables à des guerres. À mesure que le système productif s'est développé, il est devenu de plus en plus destructeur, au point qu'il ne peut s'arrêter ni progresser sans mettre même en danger l'espèce humaine elle-même.

Seule une action populaire massive et soutenue pourra empêcher les horreurs de l'enfer climatique. Face à une menace aussi grave, la rébellion est aussi légitime que nécessaire. Nous sommes la dernière génération à pouvoir le faire avant qu'il ne soit trop tard. Plus nous retardons la lutte frontale contre le capitalisme, plus la dévastation sera grande et plus la survie d'une grande partie de la population sera difficile.

Crise climatique et criminalité organisée

De nombreux changements climatiques et effets dus aux émissions passées et futures de gaz à effet de serre (GES), produits par la combustion de combustibles fossiles (charbon, pétrole et gaz), sont irréversibles et dureront

des siècles, voire des millénaires. C'est une partie de l'héritage que nous laissons aux générations futures. Ces gaz à effet de serre sont la principale cause du réchauffement climatique de la planète et des catastrophes que provoque le changement climatique.

Ce qui est effrayant, c'est que les industries des combustibles fossiles et les constructeurs automobiles le savent déjà depuis de nombreuses décennies. Cela peut donc vous choquer de savoir qu'ils l'ont caché au public. Ils ont organisé et financé des campagnes de désinformation pour le nier, tandis que, de manière perverse et cruelle, ils ont continué à augmenter la production de combustibles fossiles et la pollution planétaire. Ils l'ont fait et continuent de le faire, avec la complicité des gouvernements et de leurs États, ce qui aggrave le problème. Son héritage est davantage de morts, davantage de maladies, davantage de destruction de l'environnement, davantage d'inégalités et d'injustices.

Arrêter le réchauffement climatique nécessite d'arrêter la production de combustibles fossiles et de réduire à zéro les émissions de GES. Mais les gouvernements font le contraire et projettent une augmentation collective de la production de combustibles fossiles pour les deux prochaines décennies : 240 % de charbon en plus, 57 % de pétrole en plus et 71 % de gaz en plus, par rapport aux Accords de Paris et à sa fausse proclamation de limiter le réchauffement climatique à 1,5 degré Celsius. De plus, les gouvernements continuent de subventionner les énergies fossiles et ces industries qui polluent l'air et causent la mort de millions de personnes chaque année. En 2022, les gouvernements du G20 ont alloué 1 000 milliards de dollars de subventions, 322 milliards de dollars d'investissements d'entreprises publiques et 50 milliards de dollars de prêts d'institutions financières publiques aux combustibles fossiles

Un nouvel exemple de la manière dont l'État et son cadre juridico-institutionnel sont l'instrument que ce capitalisme destructeur utilise pour tenter de se perpétuer. Lorsque la politique de l'État s'adapte continuellement à l'orientation des marchés, c'est le marché et non l'État qui gouverne réellement. La mondialisation commerciale alimentée par les énergies fossiles nous montre l'autonomie de la domination du capital financier sur le capital industriel et l'État. Il existe suffisamment d'informations, comme nous le verrons en détail dans plusieurs articles, qui démontrent que l'industrie des combustibles fossiles, les banques qui la financent et la contrôlent, dans une large mesure, ainsi que les gouvernements qui les soutiennent et les subventionnent, sont directement responsables de la crise climatique actuelle et les autres crises dans lesquelles nous vivons, à l'ombre d'une crise capitaliste globale. Tous font partie du problème et ne peuvent donc en aucun cas faire partie de la solution. Leur demander de résoudre le problème et de participer au cadre économique, politique et institutionnel qui a généré la crise climatique est une attitude passive et complice qui, comme le démontrent les faits, contribue chaque jour à accroître le réchauffement climatique et ses horreurs.

L'industrie des énergies fossiles et les banques se sont enrichies en provoquant des catastrophes environnementales et le chaos climatique actuel, avec son énorme cortège de morts, de souffrances et de dommages à la santé des populations. Nous devons donc les tenir responsables et les obliger à payer l'énorme dette envers la société. Autrement, ils continueront d'aggraver la catastrophe, à l'abri de la certitude de l'impunité que procure notre inaction pour l'empêcher. Plongés dans un état de narcose et de stupeur, par notre passivité et notre délégation, nous nourrissons un système social qui nous détruit individuellement et collectivement.

Stratégies, tromperie et manipulation

Pour ne pas se laisser tromper et agir correctement, il est nécessaire de connaître certaines des stratégies utilisées par les gouvernements et les entreprises pour dissimuler la manipulation derrière cette arnaque monumentale et catastrophique. La tromperie et le secret sont l'une des principales techniques utilisées, démontrant ainsi que le pouvoir économique, financier et politico-étatique est fondamentalement amoral. La crise actuelle et le chaos climatique sont la plus grande expression de la barbarie et de la décadence de cette société injuste et destructrice dans laquelle nous vivons.

Voyons un bref résumé, qui sera développé dans les articles suivants, des différentes étapes suivies dans la stratégie de maintien du développement capitaliste depuis le milieu du XXe siècle, basée sur les énergies fossiles, responsables du réchauffement climatique.

En promouvant le déni climatique et l'inaction, par le biais du lobbying, des mensonges et de la tromperie, l'industrie fossile dépense des millions de dollars en campagnes de désinformation. Et cela avec la complicité des gouvernements. Les effets de la crise climatique s'aggravent avec l'augmentation des émissions de GES, tandis que l'industrie fossile et les banques continuent de s'enrichir grâce au secteur des combustibles fossiles.

Financement public et privé des énergies fossiles :

A) Les gouvernements subventionnent l'utilisation de l'énergie fossile de différentes manières : financement direct, allègements fiscaux et exonérations d'autres taxes, prêts préférentiels, garanties des banques publiques, investissements dans les infrastructures, les transports, exonérations de redevances, recherche et développement, quotas de droits d'émission de CO_2, etc.

B) Les banques privées leur accordent des prêts, souscrivent à l'émission de dettes et d'actions, pour maintenir le contrôle des flux d'argent dans une économie mondiale qui dépend des combustibles fossiles et continuer à obtenir d'énormes profits.

Agro-industrie, crise alimentaire, spéculation financière et énergies fossiles : la crise climatique et la crise alimentaire sont étroitement liées au système agroalimentaire industriel centralisé qui, dans une large mesure, est responsable des deux crises et est le plus grand contributeur au réchauffement climatique de la planète. Mais ces émissions ne peuvent détourner notre attention ni nous distraire du fait que tout projet agro-industriel s'accompagne d'un accaparement des terres, d'une déforestation irréversible, d'un vol d'eau, d'une contamination d'immenses superficies de sol, d'air et d'une réduction de la biodiversité. . . Les relations de pouvoir dans les systèmes alimentaires et dans l'économie mondiale en général évoluent à une vitesse vertigineuse. Que la bataille cruciale dans le monde contre le capitalisme et pour la souveraineté alimentaire se déroule aux niveaux régional et local.

L'industrie fossile admet que le changement climatique est réel , mais elle détourne l'attention de la cause du problème (les énergies fossiles) et propose des mesures trompeuses : zéro émission nette, marchés du carbone,… dans le cadre des COP (conférences sur l'environnement et le climat) et continue à retarder le problème. Marchés du carbone : tromperie, fraude, spéculation commerciale et financière pour continuer à utiliser les combustibles fossiles. Le faux équilibre entre « zéro émission nette » et le greenwashing de leur image publique pour prétendre qu'ils font quelque chose pour l'environnement. Une manière d'éviter le véritable zéro émission. Alors que l'horreur du chaos climatique continue de s'accroître et que les émissions de GES continuent de s'accumuler, poursuivant la production et l'utilisation de combustibles fossiles.

L'industrie fossile participe activement aux COP organisées par l'ONU pour que les décisions leur profitent . Inaction intentionnelle des gouvernements lors des sommets sur le climat : ce n'est pas un hasard si tous les sommets ont échoué. Il s'agit d'une déclaration d'intention trompeuse visant à donner l'image publique d'une action et à dissimuler leur intention de continuer à dépendre des combustibles fossiles comme principale source d'énergie. Pourquoi toutes les conférences sur le climat ont-elles échoué ? Une des raisons : parce que, loin de diminuer, les émissions de GES ont continué d'augmenter en raison de l'utilisation d'énergies fossiles, la température mondiale continue d'augmenter et ses effets catastrophiques sont bien plus graves sur toute la planète, mais surtout en Afrique, en Asie, en Amérique latine, Amérique et Caraïbes.

Collaboration de l'environnementalisme d'État dans la crise climatique, ils ont longtemps été de simples intermédiaires sur le marché de la dégradation, fixant dans leur collaboration avec l'État et les entreprises polluantes les limites de tolérance pour ce qui est nocif. Ainsi, se limitant à exercer leur rôle de conseillers, ils nous incitent à faire confiance aux dirigeants politiques et économiques, c'est-à-dire aux responsables de la détérioration planétaire que dénoncent les mêmes groupes environnementaux.

La technologie, une distraction

Le captage et le stockage du carbone ou géo-ingénierie, présenté comme un élément clé de la « solution » au problème du réchauffement climatique, pour compenser l'augmentation de la température mondiale, atténuer et s'adapter aux effets de la crise climatique. En plus du risque qu'ils représentent, ils ne sont qu'une diversion pour continuer à tromper la population et à continuer à utiliser les énergies fossiles. Ainsi, l'utilisation continue de l'énergie fossile empêchera de limiter le réchauffement climatique à 1,5ºC et, à mesure que la température et ses impacts catastrophiques augmentent encore, l'urgence et la peur de la population nous obligeront à dépendre de ces technologies à grande échelle alors qu'elles n'ont jamais été testé. Technologies incluses dans les rapports du GIEC. Création d'un consortium international sur la géo-ingénierie (SRM,…) réunissant les pays les plus forts économiquement (supervisé par les Etats-Unis), pour accélérer sa mise en œuvre partagée, sans exclure les pays en développement les plus touchés par les impacts.

Mais, comme nous le verrons dans un autre article, cette distraction technologique ne doit pas détourner notre attention du fait que, dans la société d'aujourd'hui, aucun aspect n'est laissé à l'écart de la technologie. Le système économique, le complexe financier, militaire et politique qui gouverne le monde est le fruit de la technologie. Cette soumission à des impératifs techniques centralisés et autoritaires implique la privation de liberté, en raison de l'incapacité des personnes à décider de leur vie.

Aggravation de la crise climatique

Lorsque les effets les plus graves du réchauffement climatique sont une réalité, comme la famine, l'inondation des villes et des îles dues à la fonte de l'Arctique, utiliser cette route pour raccourcir les routes maritimes et accéder aux ressources naturelles et aux énergies fossiles accélère cette fonte. Poursuivre le secteur des énergies fossiles. Utiliser les crises successives du capitalisme (climatique, énergétique, alimentaire, financière, etc.) et les effets de l'horreur climatique pour susciter suffisamment de peur dans la population, jusqu'à ce qu'elle soutienne et accepte massivement les projets de géo-ingénierie, avec financement public.

Si l'on prend en compte l'ampleur de la catastrophe écologique contenue dans la crise climatique, lutter pour une vie libre n'est pas différent que de lutter pour sauver des vies. Mais dans une vie aujourd'hui dominée par le consumérisme et l'urbanisme misérable, la lutte pour la survie (la nourriture, le logement, les transports publics ou l'énergie propre) n'a rien de distinct de la lutte anti-capitaliste. De plus, sa force réside dans l'intensité dudit combat dont l'objectif est de détruire le capitalisme et l'État, afin de survivre à la misère morale et au vide qui les caractérise.

La révolution sociale n'est pas une question d'avenir mais d'actualité. Chaque pas et chaque instant a ses possibilités révolutionnaires, qui dépendent de l'action collective que nous sommes capables de construire et de notre force. Mais la conscience qui conduit à emprunter la voie de l'action révolutionnaire n'est pas créée spontanément ou par le volontarisme militant. Elle est réalisée grâce à une stratégie aux objectifs clairement révolutionnaires dans laquelle la fin et les moyens ne sont pas séparés. L'un de ces objectifs est l'autogestion globale. L'idée de révolution doit ouvrir la voie, aujourd'hui, à d'autres manières de vivre, autant que possible, loin de l'influence de l'État et du gouvernement, pour accélérer le processus de transformation sociale et construire un style de vie libre et non marchandisé. Non pas comme des bulles isolées, mais en relation intime avec la lutte sociale révolutionnaire des villes.

Victor V

Groupe libertaire Jules Durand

Nous tenons à apporter quelques précisions à propos de l'article consacré au groupe Jules Durand dans Wikipédia. Cela fait déjà quelques mois que certains copains devaient le faire…Nous nous y collons, donc.

Tout d'abord, l'article n'est pas très clair quand il indique, nous citons : « En mai 1978, la Fédération reprend la publication du plus ancien titre de périodique anarchiste francophone : Le Libertaire, apparu au début du xxe siècle. La « revue de synthèse anarchiste »reparait sous une forme mensuelle diffusée en kiosque et est coordonnée par Jean-Pierre Jacquinot. »

De quelle Fédération parle-t-on ? A l'époque, « le libertaire » ne se veut pas le journal d'une organisation. Le numéro 1 de la nouvelle mouture du « libertaire », en date du mois de Mai 1978 indique en bas de journal : Edité par les groupes Atelier du soir, Germinal, Jules Durand et des individuels de la F.A. fédération anarchiste. Il faut attendre le numéro de novembre 1979 pour voir un petit changement ; le journal est alors édité par les groupes Atelier du soir, Germinal, Amis de Louise Michel (Ex Jules Durand) et des individuels. Puis en décembre, toujours les mêmes groupes et des individuels de l'U.A. (Union des Anarchistes). Effectivement, au Congrès de Nevers, l'Union des anarchistes est créée et les compagnons ne sont plus à la F.A (certains ont été exclus, d'autres sont partis de leur plein gré).

Le groupe libertaire Jules Durand qui compte une trentaine d'adhérents début 1978 et de nombreux sympathisants, va se scinder finalement en quatre au cours de 1978-1979. L'équipe du « libertaire » autour de Jean-Pierre Jacquinot (Docker), Jacques Elloy (Docker), Alain C. et quelques autres. Comme une autre composante du groupe reste à la Fédération Anarchiste autour de Philippe Richard avec Philippe Lecorre et quelques autres, le groupe de J-P. Jacquinot prend pour nouveau nom, le groupe Louise Michel, en référence à l'histoire locale où la « Bonne Louise » fut victime d'une tentative d'assassinat en janvier 1888. Philippe Richard et quelques camarades gardent donc le nom du groupe libertaire Jules Durand avec l'appui de l'organisation nationale.

D'autres militants fondent la CNT, notamment un syndicat de l'Education. Jacques Varille (prof de math), Gérald Daniel (instituteur) et Franck D. (Elève infirmier psy) font partie du bureau. Jacques et Gérald quittèrent donc la FA, ainsi que César Refojo (ouvrier chez ATO) et Thierry R. (électricien). De plus jeunes militants, jamais encartés à la FA ni ailleurs, rejoignent dès le départ la CNT et s'y investissent : Patrice (Surveillant d'externat), Sophie (ani-

matrice jeunes enfants), Jean-Pierre Dupouy (Contrôleur sanitaire aux frontières) et quelques autres.

Le dernier quarteron à quitter la F.A. locale se fondit dans la nature, ne désirant pas prendre parti pour les uns ou les autres.

Il faudra attendre janvier-février 1982 pour voir réapparaître le nom du groupe libertaire Jules Durand-Louise Michel comme groupe publiant le libertaire aux côtés du groupe Etienne de la Boétie et des individuels de l'Union des anarchistes.

Lors de l'Assemblée générale annuelle des militants de l'U.A. les 22 et 23 novembre 1980, à Clermont-Ferrand, il est fait état de débats passionnés mais sans tomber dans les querelles de chapelles. L'U.A. compte une dizaine de groupes libertaires et une douzaine de liaisons sur le plan national.

La F.A. en soutien au groupe de Philippe Richard organise au Havre son Congrès national à la Pentecôte de l'année 1982. D'après la presse locale, 260 délégués participèrent à ce congrès. Un article conséquent relate le Congrès national au Havre. Sur la photo illustrant l'article, on y voit : José Bolufer (ingénieur informaticien de 23 ans), Stéphane Carel (Secrétaire aux relations extérieures), Philippe Richard et Floréal Melgar.

Malgré l'appui de la F.A. nationale, un collage important dans les rues du Havre et une retombée médiatique, c'est le groupe de Jean-Pierre Jacquinot qui prendra le dessus au Havre, le groupe de Philippe Richard n'aura plus qu'une existence éphémère. C'est que les permanences au local, il faut les tenir de manière assidue et dans le temps. Serge Livrozet, Maurice Laisant, Pierre-Valentin Berthier…interviendront pour des causeries au local du libertaire.

En 1990, la CNT locale cesse toute activité et le Groupe libertaire Jules Durand connaîtra dans les années 1990 une activité militante conséquente : soutien aux licenciées d'Auchan, venue de Maurice Rajfus, venue des Dockers de Liverpool à la Bourse du Travail, venue de Jacky Toublet…à l'initiative de seul groupe libertaire ; nombreuses réunions au local (avec des lycéens…), participation aux manifestations pacifistes, contre les licenciements et fermetures d'usines et visibilité accrue avec la sortie des deux tomes d'Histoire oubliée et méconnue du syndicalisme havrais (1996 et 1997) avec articles dans la presse locale et dans la foulée un très important papier sur l'abstention.

Si des livres sur l'histoire du syndicalisme havrais ont pu être écrits, c'est grâce à Lucien Fagot qui fut trésorier du syndicat des dockers. Il apporta au local du libertaire la collection du journal « Vérités » paru dans l'entre-deux guerres (très certainement la collection de René Hazard) ainsi que des collections entières de la Vie ouvrière d'avant 1914 et de la Révolution Prolétarienne. Et c'est ainsi que Jean-Pierre Jacquinot et Patrice plongèrent dans les archives à Versailles puis à Rouen pour retrouver les « Vérités » de 1906 à 1914 et l'histoire des anarchistes au Havre (Idée Ouvrière, la Raison…).

La mort de Maurice Laisant en 1991 porte un coup rude à Jean-Pierre Jacquinot qui perd un ami et son mentor. L'Union des Anarchistes périclite pour de multiples raisons. En 1994, Jean-Pierre Jacquinot et quelques compagnons créent la Coordination anarchiste qui reprend le cahier des charges du Congrès fondateur de l'U.A. de Nevers mais l'enthousiasme n'est plus là. C'est une organisation sur le papier.

A vrai dire, Jean-Pierre Jacquinot s'occupait de la cuisine du libertaire avec Vincent D. et parfois Antoine B. et Sophie W., mais la plupart des autres militants du GLJD œuvraient pour avoir une visibilité à l'extérieur notamment sur le plan syndical et antifasciste et ne s'investissaient pas dans la Coordination anarchiste, vouée selon eux à l'échec. Jean-Pierre Jacquinot participait activement cependant aux activités du groupe. C'est d'ailleurs par son intermédiaire que les Dockers de Liverpool intervinrent à Franklin, la Bourse du Travail.

Puis quand la CNT se reconstitua en 2000 avec deux copains du GLJD (un métallo et un instit), Jean-Pierre Jacquinot participa activement aux activités syndicales de celle-ci. Il devint même conseiller du salarié pour la CNT. Il demeura cependant fidèle au syndicat des dockers du Havre en y restant adhérent jusqu'à sa mort.

Pour revenir au début du libertaire :

Dans le numéro 1 du libertaire, ce sont Maurice Laisant et Jean-Pierre Jacquinot qui évoquent la synthèse anarchiste de Voline, synthèse à laquelle ils adhèrent et pour laquelle ils militent.

Dès le numéro 2 du journal, page 2, il est indiqué que J.P. Jacquinot est directeur de publication du libertaire. Il est important de signaler que Jean-Pierre Jacquinot est ouvrier docker sur le port du Havre, port qui historiquement parlant possède une longue tradition anarcho-syndicaliste. Dire, comme nous l'avons entendu parfois que les initiateurs du libertaire ne reconnaissaient pas la lutte des classes est un non-sens.

Il est aussi utile de préciser que Maurice Laisant fut cofondateur de la F.A. en 1953, puis à l'issue du congrès de Nantes de juin 1957, est nommé secrétaire général de la Fédération anarchiste, poste qu'il abandonne en 1975. C'est dire la longévité de son parcours au sein de la Fédération anarchiste.

Ce sont tous deux des militants chevronnés et qui ont une parfaire connaissance de l'anarchisme. Ils ont toutefois sous-estimé le poids des habitudes de bon nombre de militants et ont été bien consternés de voir que tous ceux et celles qui étaient d'accord avec eux ne les ont pas suivis dans l'aventure du « libertaire ».

Le journal « le libertaire » sortit donc en format papier de Mai 1978 à Novembre 2005, ce n'est pas rien. Ce n'est pas une question financière qui nous fit abandonner le tirage papier du canard mais l'usure militante. IL est vrai que les vieux militants qui étaient abonnés mouraient les uns après les autres et en nombre, donc une perte financière pointait mais nous étions surtout arrivés au bout d'un processus à l'ancienne. On continuait à recevoir des articles sur papier tapés à la machine qu'il fallait retaper, puis corriger à l'ancienne puis aller dans la région parisienne chez l'imprimeur pour le tirage et retour pour le récupérer. Puis envoi par bande selon les départements de nos abonnés, sans compter les MNPP. Et la paperasse pour les impôts… Bref à l'heure d'internet et du numérique, il fallait passer à autre chose. D'autant que le libertaire ne reposait finalement que sur Jean-Pierre Jacquinot même si ponctuellement des copains donnaient un coup de main. Et finalement au travers de la version électronique du libertaire, ainsi que de notre site, nous étions aussi lu qu'auparavant sans les contraintes organisationnelles et financières. Avec notre format papier, nous avions globalement un lectorat de 700 personnes par mois (les abonnés plus les ventes dans les points relais gares, kiosques et librairies…). Il nous fallait abandonner les vieilles habitudes d'autant que les points de vente de journaux commençaient à disparaître.

Pour contrer une idée fausse, à la mort de Jean-Pierre Jacquinot en juillet 2011, le groupe libertaire Jules Durand n'a pas été dissous. Il a juste fallu convoquer une AG pour élire un nouveau secrétaire, le Président restant en poste ainsi que le secrétaire adjoint et le trésorier. C'est le libertaire qui a été mis en suspens durant deux années, pas le groupe qui a continué à tenir ses permanences et activités.

Et depuis 2013, nous avons repris l'édition du libertaire, journal qui possède une petite place dans le petit monde libertaire.

Groupe libertaire Jules Durand
Voilà ce que l'on trouve dans l'article en ligne

« Le groupe Jules Durand a été créé en février 1962, son nom est une référence au militant anarchiste havrais Jules Durand (1880-1926).

Le groupe n'est à l'époque composé que de quelques militants ; membre de la Fédération anarchiste, il est animé par Jean-Pierre Jacquinot. Il participe aux campagnes de Louis Lecoin pour le statut des objecteurs de conscience.

À la fin des années 1970, le groupe est en rupture avec la Fédération anarchiste, en désaccord avec des positions prises par celle-ci.

En mai 1978, la Fédération reprend la publication du plus ancien titre de périodique anarchiste francophone : Le Libertaire, apparu au début du xxe siècle. La « revue de synthèse anarchiste »reparait sous une forme mensuelle diffusée en kiosque et est coordonné par Jean-Pierre Jacquinot.

En novembre 1979, au congrès de Nevers, le groupe Jules Durand quitte la Fédération anarchiste et fonde avec le groupe parisien Germinal et d'autres groupes comme Ni dieux ni maîtres l'Union des anarchistes. Le Libertaire sera alors l'organe non officiel de cette organisation. Peu à peu, la part rédactionnelle du Groupe Jules Durand devient prépondérante, comme le traduit l'évolution du sous-titre de la publication : d'abord revue éditée par les groupes Jules Durand, Atelier du Soir, Germinal, puis Jules Durand et Atelier du soir, puis par le groupe Jules Durand et des militants de l'Union des Anarchistes.

À la fin des années 1990, à la suite entre autres de désaccords avec le groupe Germinal de Paris, l'Union des anarchistes connaît une nouvelle scission.

Le groupe Jules Durand fédère alors une Coordination anarchiste, reprenant comme principes de base ceux de l'UA en 1979, et dont il est la principale composante. Il continue à publier Le Libertaire, désormais dans une version électronique, jusqu'à la dissolution du groupe consécutive au décès de Jean-Pierre Jacquinot en 2011. Aujourd'hui, un « espace internet » est animé par le groupe libertaire Jules Durand et le journal Le Libertaire. »

Que faire face à la guerre ?

1° Coordonner nos actions pour obtenir l'arrêt immédiat des hostilités et un règlement pacifique des conflits en cours, que la France y soit engagée officiellement ou non.

2° Soutenir les objecteurs de conscience, insoumis, déserteurs, obtenir l'asile pour les résistants à la guerre.

3° Développer les contacts avec toutes les associations de travailleurs pour obtenir l'arrêt des fabrications de guerre ; faire pression constante sur le gouvernement pour imposer le Désarmement et récupérer les crédits de la Défense pour les activités socialement utiles (santé, logement, éducation, transport, culture…)

4° Réformer l'éducation pour développer l'esprit critique. Mettre en place un enseignement de l'Histoire et du Civisme condamnant le militarisme et les causes de guerre. Lutter contre la pénétration de l'armée à l'école (sorties, intervenants militaires au sein des établissements scolaires, protocoles Défense/Education…). Objecter à l'esprit de défense : NON au SNU. Résister à la violence, au nationalisme, à la peur des autres.

5° Agir pour instaurer une véritable justice sociale, mettre fin aux dictatures économiques et religieuses. Un niveau de vie décent des habitants n'est pas compatible avec la production d'armement et suppose la mise en commun planétaire des richesses naturelles et matières premières.

6° La production d'armements est incompatible avec le respect de l'environnement et la lutte contre le réchauffement climatique.

7° Lutter contre toutes les causes, directes ou indirectes, de guerre telles que discrimination ethnique ou religieuse, impérialisme, colonialisme, totalitarisme etc.

8° Promouvoir la recherche de moyens propres à réaliser l'unité du monde, dans le respect des aspirations pacifiques des peuples et des désirs de justice et de liberté.

La paix n'est pas dans le camp de l'OTAN, de la Russie, d'Israël…

La paix n'est pas cotée en Bourse comme les actions de Dassault aviation et autres spécialistes dans les lance-roquettes, les missiles, les navires de guerre…

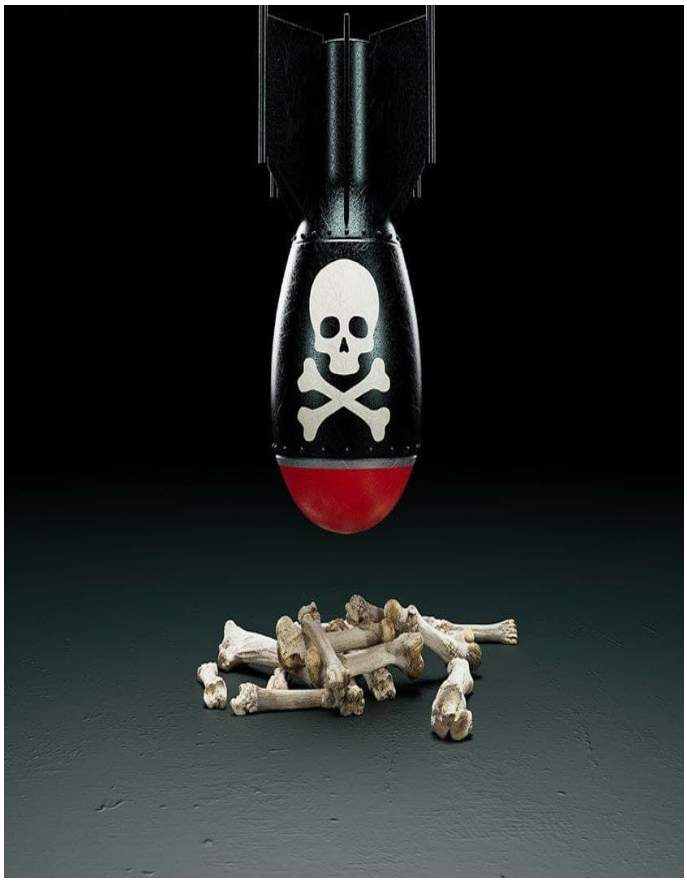
La paix n'est pas du côté des gouvernements étalant leur hypocrite propagande alors que les civils se font massacrer par des militaires, réguliers ou non : Palestine, Tigré, Soudan, Mali…

La paix se trouve avec ceux et celles qui refusent en toutes circonstances l'usage des armes. Choisir son camp, c'est soutenir les déserteurs, les insoumis, les objecteurs, pionniers d'un monde sans guerre.

Tout idéal réalisé par la force, même « déterminée », est condamné à ne pas durer. La paix n'est pas au bout des armes, mais à la table des négociations.

Quelle honte de gaspiller des milliards à faire la guerre ! Quelle inconscience face au développement de la misère et face au dérèglement climatique.

Une cause qui a besoin de soldats est une mauvaise cause.
H. Ryner



Le Libertaire
Internet : http://le-libertaire.net/
E-Mail : julesdurand.lehavre@gmail.com
Directeur de la Publication : Olivier Lenourry
Numéro de commission paritaire en cours

A vos plumes

Le libertaire accueille amicalement l'apport artistique , les études sociales, culturelles et économiques des lecteurs et lectrices
Envoyez vos articles au Libertaire. par Mail julesdurand.lehavre@gmail.com